

qualité et à des prix raisonnables, tout en assurant aux producteurs des revenus équitables pour leur travail et leurs investissements?

Cet énoncé d'objectifs, on l'entend peut-être aujourd'hui pour la nième fois. C'est dans cet esprit et dans la poursuite de cet objectif que le gouvernement canadien a mis en place et continue de créer des programmes d'aide financière et d'autres à l'intention des agriculteurs et des divers intervenants du secteur agro-alimentaire. Ces programmes d'aide ont pris parfois la forme de subventions à la production, au transport, à la transformation et à la mise en marché des aliments. Ce que le député de Regina-Est ne comprend pas... et lorsqu'il blâme le gouvernement, il ne comprend pas comment il se fait que ce dernier n'a pas d'études ou de chiffres exacts d'un pays ou d'un autre sur le genre de subventions pour chaque production donnée. C'est en fonction justement de divers programmes. Tout dépend du genre d'aide. Est-ce une aide à la production, une aide au transport ou aux offices de commercialisation? Ceci, à mon avis, est assez difficile à déterminer avec précision, et si demain matin, monsieur le Président, d'un pays à l'autre, il n'y avait pas cette attention spéciale à cause de divers programmes, il est à peu près certain que plusieurs ententes seraient mises de côté.

Ces programmes ont été conçus et adoptés pour favoriser l'essor de l'industrie canadienne, en tenant compte des réalités canadiennes et maintes fois, des besoins canadiens. Si nous voulons accroître l'efficacité et la rentabilité de l'industrie agro-alimentaire canadienne, c'est d'abord pour le plus grand bénéfice des consommateurs canadiens. Les Canadiens consacrent actuellement 15,8 p. 100 de leur revenu disponible à l'alimentation. C'est, après les Américains, le plus faible pourcentage au monde consacré à l'alimentation. C'est la réalité que l'on vit présentement au Canada.

Mais comment mes propos s'inscrivent-ils dans le débat d'aujourd'hui? Je ne voudrais pas être simpliste dans mon approche, mais plutôt situer mon intervention dans un contexte plus conforme à la réalité qui nous a animés jusqu'à présent.

Les subventions gouvernementales en agriculture, qu'elles soient fédérales ou provinciales, ont d'abord visé à assurer la rentabilité et l'efficacité de l'industrie canadienne. Si les programmes d'aide ont permis aux producteurs agricoles et au secteur agro-alimentaire canadien d'être plus concurrentiels sur les marchés, tant mieux, c'est un avantage supplémentaire pour notre économie! Certes, on peut citer des cas où les subventions semblent bénéficier à d'autres, à l'extérieur du pays, par exemple. On s'attend alors que le gouvernement subventionne les exportations et, par conséquent, que les contribuables canadiens subventionnent les consommateurs d'autres pays. C'est en effet une façon de voir les choses. Je crois que ce n'est cependant pas la seule. A mon avis, les subventions dont on semble bénéficier ailleurs sont en réalité des moyens de maintenir notre capacité de production, un moyen de rester efficaces et de conserver les marchés que nos producteurs ont parfois acquis au prix d'efforts et de patience.

A court terme, il se peut qu'une aide financière soit perçue comme une subvention à l'exportation mais, à long terme, c'est aussi la survie même de notre industrie qui est en cause. C'est

### *Subventions agricoles*

notre capacité de répondre aux besoins mêmes de notre population au Canada. Peut-on se permettre de laisser aller certains de nos secteurs agricoles à cause de difficultés passagères pour dépendre ensuite complètement des approvisionnements étrangers pour fournir le marché canadien? C'est un choix moral et politique important. C'est encore le besoin des consommateurs qui est en jeu. Les Canadiens pourraient bénéficier de rabais à court terme mais, à plus long terme, si on n'a plus la capacité de produire, on devra s'approvisionner où on peut et au prix qu'on voudra bien nous imposer. C'est un aspect de la question.

D'un autre point de vue, plusieurs programmes d'aide financière ou de subventions ont été mis en place, non pas pour permettre aux producteurs canadiens de continuer d'approvisionner des marchés à l'étranger pour pouvoir préserver notre capacité de produire, mais strictement pour protéger des marchés intérieurs, qui appartiennent à nos producteurs, de l'invasion de produits étrangers qui, eux, sont parfois subventionnés. Si l'on regarde les programmes d'achat de l'Office des produits agricoles au cours des dernières années, on se rendra compte que ses interventions visaient à soutenir l'industrie canadienne menacée par des importations bon marché.

● (1750)

On n'a qu'à se souvenir, monsieur le Président, lorsque le gouvernement canadien a décidé d'acheter des tomates en conserve de l'Ontario, c'était justement pour soutenir une production qui était en déséquilibre à cause d'importations de produits étrangers. A ce moment-là, je pense que personne à la Chambre ne pouvait déterminer avec précision si les produits importés étaient subventionnés, à cause des façons très subtiles aujourd'hui de le faire, et sans pour cela le dire ouvertement ou pouvoir justement se conformer aux ententes multilatérales.

On peut apporter toutes sortes d'arguments à la lumière de la tournure que semble maintenant prendre le commerce international. Je crois sincèrement que, dans cette optique, on peut adopter toutes sortes de positions aussi diverses les unes que les autres, allant d'un protectionnisme extrême, à coups de grandes subventions de nos marchés acquis, tant intérieurs qu'extérieurs, dans l'espoir qu'à long terme on aura éliminé la concurrence et que ces marchés seront d'autant plus lucratifs. On pourrait également, au nom de lois économiques, de principes absolus du marché libre, s'opposer à tout programme de subventions qui protégerait d'une façon ou d'une autre les marchés ou l'industrie en place.

A mon avis, les extrêmes sont rarement signe d'équilibre, et la politique qui nous a animés jusqu'à présent est la meilleure, c'est-à-dire viser avant tout à la rentabilité et à l'efficacité de notre secteur agro-alimentaire en lui fournissant une aide appropriée pour réaliser son plein potentiel. Nous serons ensuite plus en mesure de voir quelles ressources nous pourrions allouer pour conserver l'avantage concurrentiel que nous aurons acquis grâce à cet investissement positif et constructif. La lutte et la concurrence féroces sur les marchés d'exportations seront d'autant plus avantageuses pour nous, si nous avons une assise solide pour garantir nos positions.